

**Ligue pour l'adaptation du diminué physique
au travail**

L'ADAPT

Exercice clos le 31 décembre 2016

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail L'ADAPT

Exercice clos le 31 décembre 2016

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de L'ADAPT, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note de l'annexe intitulée « Faits majeurs de l'exercice » rappelle la reprise en gestion des établissements du Val-d'Oise à compter du 4 janvier 2016 par votre association ainsi que la traduction de cette opération dans les comptes clos le 31 décembre 2016. Nos travaux ont consisté à vérifier le bien-fondé de l'absence de reprise du bilan d'ouverture desdits établissements ainsi que le caractère approprié de l'information donnée dans ladite note sur le contexte de l'opération et les motivations ayant conduit à cette décision de gestion.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le bien-fondé de la présentation du résultat de l'exercice au bilan sous deux rubriques distinctes des fonds associatifs et du caractère approprié de l'information mentionnée dans la note de l'annexe intitulée « Dérogation aux règles et méthodes comptables » relative à ladite présentation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

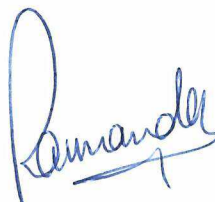
III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport économique et financier du conseil d'administration, dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 22 mai 2017

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Anne Ramonda

BILAN ACTIF

BILAN AU 31/12/2016 - ACTIF

ACTIF en K€	Annexes	2016			2015	N 2016/2015
		BRUT	Amort. Prov.	Net	Net	
Actif immobilisé :	1					
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement		156	34	122	136	-14
Frais de recherche et de développement						
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		2 950	1 808	1 143	174	969
Fonds commercial (1)		996	25	971		971
Autres		70	31	39	33	5
Immobilisations incorporelles en cours						0
Avances et acomptes		46	0	46	131	-85
Immobilisations corporelles						0
Terrains		4 970	1 509	3 462	3 131	330
Constructions		112 921	61 432	51 489	53 746	-2 257
Installations techniques, matériels et outillage industriels		23 973	19 621	4 352	4 425	-73
Autres		15 748	12 392	3 356	3 047	309
Immobilisations grevées de droits						
Immobilisations corporelles en cours		3 406		3 406	1 550	1 856
Avances et acomptes		532		532	415	118
Immobilisations financières (2)						
Participations				0	1	-1
Créances rattachées à des participations		100	100	0	0	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				0		
Autres titres immobilisés		108		108	114	-242
Prêts		7 303		7 303	7 058	245
Autres		2 853	236	2 617	2 597	256
TOTAL I		176 132	97 188	78 945	76 557	2 388
Actif circulant						
Stocks et en-cours		435	1	434	487	-53
Avances et acomptes sur commandes		122	0	122	129	-7
Créances (3)						0
Redevables et cptes rattachés	12	13 989	311	13 678	9 838	3 840
Clients et comptes rattachés	12	715	57	658	623	35
Personnel et comptes rattachés	12	200	0	200	149	51
Organismes sociaux	12	653	0	653	485	168
Etat et autres collectivités publiques	12	1 478	0	1 478	85	1 393
Débiteurs divers	12	5 070	0	5 070	4 212	858
Valeur mobilière de placement	8	16 911	0	16 911	21 069	-4 158
Disponibilités	8	91 034	0	91 034	84 173	6 861
Charges constatées d'avance (3)	9	1 030	0	1 030	850	180
TOTAL II		131 637	369	131 269	122 100	9 169
Charges à répartir sur plusieurs exercices		31		31	33	-3
TOTAL III		31		31	33	-3
TOTAL GENERAL (I + II + III)		307 800	97 557	210 245	198 691	11 554
(1) Dont droit au bail						
(2) Dont à moins d'un an (brut)						
(3) Dont à moins d'un an (brut)		24 347				
ENGAGEMENTS REÇUS						
Legs nets à réaliser :				525		
Dons en nature restant à vendre						

BILAN PASSIF

BILAN AU 31/12/2016 - PASSIF

PASSIF en K€	Annexes	2016	2015	VARIATION 2016/2015
Fonds associatifs et réserves :				
Fonds propres				
Fonds associatifs sans droit de reprise	2	19 320	19 316	4
Ecart de réévaluation	2	1 239	1 239	0
Réserves	2 et 7	55 885	53 669	2 215
Report à nouveau	2	-20 840	-23 368	2 528
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) issu de la gestion propre	2 et 22	-1 055	2 772	-3 827
Autres fonds associatifs				
Fonds associatifs avec droit de reprise	2	2 427	2 427	0
Report à nouveau Sous contrôle de tiers financeurs *	2	-5 847	-7 761	1 914
Résultat de l'exercice sous contrôle de tiers financeurs (excédent ou déficit)	2 et 22	2 244	3 821	-1 577
Subventions d'investissement	3	15 663	15 036	627
Provisions réglementées	4	13 143	10 713	2 429
TOTAL I		82 180	77 868	4 312
Provisions pour risques et charges	5	8 299	8 037	262
TOTAL II		8 299	8 037	262
Fonds dédiés				
Fonds dédiés	6	1 510	1 130	380
Dettes (1)				
Emprunts et dettes assimilées (2 + 3)	12	22 963	24 245	-1 282
Concours bancaires	8	64 133	60 564	3 569
Fournisseurs // Redevables et comptes rattachés	12	8 093	6 903	1 190
Personnel et comptes rattachés	12	7 206	6 050	1 156
Organismes sociaux et comptes rattachés	12	11 809	11 393	416
Etat et collectivités publiques	12	742	817	-75
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		329		
Autres dettes	12	2 599	1 399	1 200
Produits constatés d'avance (1)	10	383	285	98
TOTAL III		119 766	112 786	6 980
TOTAL GENERAL (I + II+ III)		210 245	198 691	11 554
(1) Dont à plus d'un an		20 507	22 276	-1 769
Dont à moins d'un an		94 935	89 095	5 840
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		64 059	60 483	3 576
(3) Dont emprunts participatifs				
ENGAGEMENTS DONNES				

COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2016

En K €uros	ANNEXE	Exercice 2016	Exercice 2015
Produits d'exploitation			
Ventes de marchandises, de produits fabriqués	15	2 925	3 050
Prestations de services	15	175 473	143 934
Production stockée	15	-37	15
Production immobilisée		0	0
Subventions d'exploitation		1 518	1 178
Dons		206	328
Cotisations		32	29
Donations et legs		628	35
Reprise sur provision (et amortissement)	5	2 831	1 353
Autres produits		14 932	14 200
TOTAL I		198 511	164 122
Charges d'exploitation			
Achats		8 858	7 714
Variation de stock		50	8
Autres charges externes		38 125	31 048
Impôts, taxes et versements assimilés		10 263	8 479
Rémunération du personnel		86 469	70 644
Charges sociales		39 796	32 993
Dotation aux amortissements	1	7 681	6 862
Dotation aux provisions	5	2 944	1 889
Autres charges		201	1 409
TOTAL II		194 386	161 046
1 RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		4 125	3 076
Produits financiers			
Intérêts et produits financiers		344	352
TOTAL I		344	352
Charges financières			
Intérêts et charges financières			
Charges financières autres		1 141	943
TOTAL II		1 141	943
2 RESULTAT FINANCIER		-796	-591
3 RESULTAT COURANT (1 + 2)		3 329	2 485
Produits exceptionnels	17	760	6 596
Charges exceptionnelles	18	2 661	2 445
4 RESULTAT EXCEPTIONNEL		-1 901	4 152
IMPOT SUR LES SOCIETES		39	43
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEU		279	
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (XII)		479	
TOTAL DES PRODUITS		199 894	171 070
TOTAL DES CHARGES		198 706	164 477
EXCEDENT OU DEFICIT		1 189	6 594
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
PRODUITS			
Bénévolat			
Prestations en nature		625	615
Dons en nature			
TOTAL			
CHARGES			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services		625	615
Personnel bénévole			
TOTAL			

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2016 se présente comme une année marquée par de fortes évolutions :

- ✓ C'est l'année de la mise en place du nouveau projet associatif et son plan d'action 2016 - 2020 ainsi que le déploiement de la nouvelle organisation régionale qui fait suite à l'organisation territoriale.
- ✓ Le fait majeur de l'exercice 2016 est **l'augmentation du périmètre d'activité de LADAPT à hauteur de 30 M€ soit 18%**. Ceci est lié à plusieurs reprises d'établissements, les principales étant les 9 autorisations du Val d'Oise pour un budget annuel de l'ordre de 23M€, mais également les activités sanitaires de la Baume d'Hostun pour un budget de 3 M€ ainsi que le FAM de l'Institut du Mai à Chinon pour 4 M€ de budget annuel.

Il convient de mentionner le cas particulier des établissements du Val d'Oise dont les autorisations ont été retirées à l'association Le Colombier pour être confiées à LADAPT depuis le 4 janvier 2016. Ce transfert des autorisations s'est concrétisé par la reprise effective par LADAPT de la gestion des établissements, sans pour autant que la trésorerie, les informations financières de l'ensemble des contrats soient transférés dans la pratique. Pour cette raison, et compte tenu de l'insuffisante visibilité sur les comptes de l'association le Colombier à la date de transfert, seule l'exploitation de l'année 2016 est prise en compte dans ces comptes annuels, à l'exclusion des éléments relatifs au bilan d'ouverture.

- ✓ En vue de la mise en place, en 2017, de la dotation modulée à l'activité (DMA) des établissements sanitaires, un projet informatique d'envergure a été déployé en 2016 qui a généré une augmentation de l'ordre de 1 M€ des valeurs immobilisées incorporelles correspondant à la mise en place du logiciel Corwin.
- ✓ L'établissement « siège » de Pantin termine l'année avec un résultat positif de 447 K€ du fait de l'augmentation des frais de siège liée à la reprise des établissements de l'association Le Colombier.

On notera également pour l'année 2016 des évolutions concernant les résultats par secteur :

- ✓ Les activités sanitaires génèrent un excédent de 2 058 K€ en diminution par rapport à l'exercice 2015.
- ✓ Un résultat globalement déficitaire pour les activités des établissements médico-sociaux. Cette dégradation du résultat est attribuable pour l'essentiel au coût généré par la reprise des nouveaux établissements du Val d'Oise, qui supportent des charges exceptionnelles relatives à des litiges prud'homaux à hauteur de 1.6 M€.
- ✓ Les activités sous gestion propre en région affichent des résultats équilibrés ou excédentaires.
- ✓ Un déficit structurel sur l'association de Pantin par manque de ressources pérennes.
- ✓ Un déséquilibre financier sur les activités « entreprise » de Pantin.

Au-delà de 2016, certains événements postérieurs à la clôture méritent d'être relevés.

- ✓ Le dossier de transfert des autorisations du Val d'Oise est toujours entre les mains du Conseil d'Etat, sollicité de nouveau par l'association Le Colombier. Les décisions définitives sont attendues dans les prochaines semaines.
- ✓ Un plan de collecte de grande envergure, tant auprès du grand public, qu'auprès des grands donateurs, est en cours d'élaboration et doit se déployer dès le quatrième trimestre 2017.

PRINCIPES ET MÉTHODES

Référentiel comptable

Les comptes de l'exercice 2016 ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables généraux ci-après, énoncés par les règlements 99.01 et ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2016-07 sur les modalités d'établissement des comptes annuels des associations et dont le respect constitue un des éléments de la sincérité des comptes :

Principes de :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices
- Non-compensation,
- Permanence des méthodes d'évaluation

Le plan comptable adopté et mis à jour le 1^{er} janvier 2013, fait, en grande partie, référence aux dispositions de :

- L'instruction M21 du 17 octobre 2007, modifiée par l'arrêté du 18 décembre 2012, applicable aux établissements hospitaliers et sanitaires du secteur privé.
- Le décret comptable budgétaire et financier du 22 octobre 2003 pour les établissements sociaux, et médico-sociaux (M22), gérés par des organismes privés à but non lucratif.

Changement de méthode

Aucun changement de méthodes ou de présentation n'est intervenu par rapport au précédent exercice clos. L'ensemble des établissements clôturent leurs comptes au 31 décembre 2016.

Dérogation aux règles et méthodes comptables

Le résultat de l'exercice figurant au compte de résultat est présenté au bilan sous deux rubriques distinctes des fonds associatifs :

- Dans la rubrique « Fonds propres », sur la ligne « Résultat de l'exercice issu de la gestion propre », pour la part du résultat issue des activités en gestion libre
- Dans la rubrique « Autres fonds associatifs », sur la ligne « Résultat sous contrôle de tiers financeurs », pour la part du résultat issues des activités sous gestion contrôlée.

Cette ventilation est détaillée dans la note de l'Annexe 22 relative au résultat de l'exercice.

Cette méthode de présentation du résultat de l'exercice, qui déroge au principe d'unicité du résultat fixé par les règles et méthodes comptables, permet de refléter plus fidèlement au sein des fonds associatifs, les différentes réalités économiques des composantes du résultat de l'exercice. Ces différentes réalités économiques (gestion propre / gestion contrôlée) résultent des caractéristiques de financement des activités du secteur sanitaire et médico-social opérées par LADAPT.

REGLES ET METHODES COMPTABLE

Complément d'informations relatif au bilan ACTIF :

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilisation.

Amortissements

Les immobilisations incorporelles et corporelles :

Elles sont comptabilisées à leur coût d'achat et amorties sur leur durée d'utilisation, selon les taux d'amortissement suivants :

Durée d'amortissement en année (s)			
	Linéaire	Dégressif	Durée en année
Immobilisation incorporelles			
Autres immobilisations incorporelles			
Logiciels	X		1 à 3
Immobilisation corporelles			
Agencement, aménagement de terrain	X		10 à 50
Construction	X		10 à 65
Installations techniques, matériels et outillage	X		5 à 20
Autres immobilisations corporelles	X		5 à 20

Sous la catégorie immobilisations incorporelles, figure l'enregistrement d'un fonds civil lié à la reprise de l'activité de l'établissement concerné. Ce fonds civil fait l'objet d'un amortissement dont la durée correspond à celle du nouveau projet immobilier, soit 27 ans.

Les durées d'amortissement par composant :

Composant	Nature	Durée
Structure	<ul style="list-style-type: none"> - Terrassement - Gros œuvre Maçonnerie Charpente Structure Honoraire architecte si immobilisé Cloisons fixes Doublage 	40 - 60
Couverture & Isolation	<ul style="list-style-type: none"> Couverture bac acier Etanchéité Isolation 	30 - 40
Revêtement & Plafond	<ul style="list-style-type: none"> Menuiseries extérieur bois Cloisons mobiles Menuiseries intérieures revêtements sols durs et muraux (carrelage, lambris) Plafonds suspendus 	10 - 25
Extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> Menuiseries extérieures PVC Métallerie VRD (voiries et réseaux divers Piscine de balnéothérapie collective 	20 - 30
Peintures	<ul style="list-style-type: none"> Peinture Lino Moquette Tapisserie 	5 - 10
Ascenseurs		15 - 20
Réseaux	<ul style="list-style-type: none"> Plomberie Chauffage Electricité Matériel de mesure et de mise aux normes de balnéothérapie (pompe, filtre...) Câblage informatique 	15 - 25
Sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> Douche baignoire de balnéothérapie individuelle Lavabo W.C 	15 - 20
Rénovation	Ravalement de façades	15 - 25

Immobilisations financières, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'utilité à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

Stocks

Les stocks se rapportent essentiellement à l'activité des établissements sanitaires et des ESAT commerciaux.

Les combustibles stockés font l'objet d'une évaluation et sont portés en stock.

Les matières premières, fournitures, produits pharmaceutiques et produits finis commercialisés par le secteur protégé font l'objet d'un inventaire.

Les fournitures et consommables non consommées sont comptabilisés en « charges comptabilisées d'avance ».

Créances

Les créances sont comptabilisées au coût historique. En cas de risque d'irrecouvrabilité une provision pour dépréciation est constatée.

Les principales créances sont relatives aux prix de journée ou à la dotation globale des établissements sous gestion contrôlée, ou à la vente des produits pour les structures sous gestion propre et les ESAT commerciaux.

Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode du "Premier entré, premier sorti".

Complément d'informations relatif au bilan PASSIF :

Fonds propres

Le bilan fait ressortir les fonds propres en deux catégories :

- les fonds propres
- les autres fonds associatifs

Les fonds propres :

Sont enregistrés à ce poste fonds propres :

Les fonds associatifs sans droit de reprise :

- **Subventions d'investissement**
 - Sont comptabilisées en fonds associatifs sans droit de reprise, les fonds destinés à financer un bien inscrit à l'actif. Les subventions ne sont pas rapportées au résultat.
- **Dons et Legs :**
 - Concerne les donations et biens reçus en legs qui correspondent des biens durables pour les besoins de ses missions sociales. Les autres biens reçus en legs sont mis en vente conformément à la réglementation lorsqu'ils ne sont pas directement utiles à l'activité, ces montants sont comptabilisés intégralement en produit au compte de résultat, lors de la réalisation définitive de la vente.

Réserve :

Les réserves au bilan sont constituées par les réserves liées à la gestion contrôlée ainsi que les réserves liées à la gestion propre.

Reports à nouveaux :

Sont constatés dans cette rubrique, les résultats antérieurs des établissements sous gestion propre. Ils intègrent également les dépenses rejetées par les autorités de tarification des établissements sous gestion contrôlée, ces rejets restent généralement à la charge de l'association.

Résultat de l'exercice :

Concerne les résultats de l'exercice des structures en gestion propre.

Les autres fonds associatifs :

Sont enregistrés à ce poste :

Fonds associatifs avec droit de reprise :

Ce sont principalement les subventions versées sous forme de convention de réservation de places dans quelques établissements de l'association par les autorités de tarification ou des donateurs privés, ainsi que les fonds apportés à long terme, avec la possibilité de reprise en cas de non-respect des termes de la convention.

Report à nouveau sous contrôle tiers financeurs :

Sont constatés à cette rubrique, les résultats antérieurs des établissements sous gestion contrôlée en attente d'affectation et de validation par les autorités de tarification. La provision pour congés payés est également enregistrée sur cette rubrique.

Résultat sous contrôle tiers financeurs :

Cette rubrique constate les résultats de l'exercice ainsi que les résultats des exercices antérieurs approuvés par les autorités de tarification, et qui font l'objet d'une reprise sur le budget de l'exercice en cours.

Subventions d'investissement

- **Sans droit de reprise**

Les subventions affectées à des biens renouvelables sont maintenues dans les fonds propres.

- **Avec droit de reprise**

Les subventions d'investissement sont reprises en résultat au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Les reprises sont comptabilisées dans un compte de produit exceptionnel mais reclassées dans l'annexe en produit d'exploitation

Les provisions pour risques et charges

La méthode de comptabilisation des provisions varie en fonction des secteurs d'activité dans lequel l'établissement se trouve (sanitaire, médico-social, autres activités sous gestion propre).

En général, les provisions pour litiges, charges de personnel, retraites et licenciements sont en charges d'exploitation avec, en principe, un accord préalable de la Tutelle. Elles sont dotées annuellement par un compte de charges « dotations » ou produits « reprises de provision » qui figurent dans le compte de résultat.

Les provisions pour risques divers sont généralement comptabilisées en exploitation. Cependant, ces provisions peuvent être constituées en contrepartie d'affectation de résultat antérieur en accord avec l'autorité de tarification sur le compte administratif et les résultats proposés par l'association. Dans ce cas, ces mouvements ne sont pas comptabilisés en charges d'exploitation mais affectés directement dans les comptes de bilan.

La provision pour indemnités de départ à la retraite

Les provisions pour départ à la retraite sont comptabilisées en accord avec l'autorité de tutelles pour le coût du départ des salariés à une date proche de leur départ (d'un à cinq ans, ou dix ans avec accord de la tutelle, à compter de la date de départ présumée).

Ces provisions sont calculées selon les paramètres suivants :

Convention collective :	Hospitalisation privée à but non lucratif- FEHAP
Indemnités de fin de carrière :	Conventionnelles soumises à charges sociales
Progression des salaires :	1.5% (non cadres) – 2.5% (cadres)
Table de mortalité :	TV88/90
Taux d'actualisation :	1.50 % par an
Charges sociales	48% (Non Cadre) / 59% (Cadres)
Date présumée de départ à retraite	65 ans
Turn over	8% par an dégressif
Initiative du départ	Salarié

Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le projet défini répond aux deux conditions suivantes :

- Être conforme à la réalisation de l'objet de l'association
- Être clairement identifié, les coûts imputables devant être nettement individualisés.

La contrepartie des fonds dédiés s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Engagements à réaliser sur ressources affectées ».

Le montant des fonds dédiés de l'exercice N est repris, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds par la contrepartie du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », inscrit au compte de résultat.

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS 2016

ANNEXE 1 : Variations des immobilisations

MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS

En K€	Situation au 31.12.2015	Acquisitions	Cessions	Transfert (1)	Situation au 31.12.2016
Immobilisations incorporelles	2 201	2 255	153	86	4 219
<i>Frais d'établissement (201)</i>	156				156
<i>Frais de recherche et de développement (203)</i>	4		4		
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (205/206)</i>	1 846	1 253	149	1	2 951
<i>Fonds commercial (207)</i>		996			996
<i>Autres (208)</i>	64	6			70
<i>Immobilisations en cours Avances et acomptes (237)</i>	131			85	46
Immobilisations corporelles	153 574	6 267	2 483	1 575	157 611
<i>dont Terrains, Agencements (211 et 212)</i>	5 218	428	14	661	4 971
<i>dont Construc., Agencements (213 et 214)</i>	111 225	1 593	742	844	112 921
<i>dont Matériels et Outillages (215)</i>	23 034	2 268	1 361	32	23 973
<i>Dont Agenc., Matériel, Mobiliers (218)</i>	14 097	1 979	366	38	15 748
Immobilisations en cours	1 963	2 234	91	169	3 937
immobilisations financières	10 106	391	133		10 365
<i>Participations (2614)</i>	1		1		
<i>Créances rattachées à des participations (2674)</i>	100				100
<i>Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (2710)</i>	4				4
<i>Autres titres immobilisés (2715/2716)</i>	110		6		104
<i>Prêts (2743/2747/2748)</i>	7 058	327	82		7 303
<i>Autres (275/276)</i>	2 833	64	45		2 853
TOTAL GENERAL	167 845	11 147	2 860	1 831	176 132

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

En K€	Situation au 31.12.2015	Dotations (2)	Cessions	Transfert (1)	Situation au 31.12.2016
Immobilisations incorporelles	1 727	300	159	29	1 897
<i>Frais d'établissement (201)</i>	24	11		-1	34
<i>Frais de recherche et de développement (203)</i>					
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (205/206)</i>	1 672	260	155	30	1 807
<i>Fonds commercial (207)</i>		25			25
<i>Autres (208)</i>	31	4	4		31
Immobilisations corporelles	89 224	7 290	2 975	1 414	94 953
<i>dont Terrains/ Agencements (211/212)</i>	2 085	93	14	-656	1 508
<i>dont constructions / agencements (213/214)</i>	57 479	3 843	941	1 051	61 432
<i>dont Matériel et outillage (215)</i>	18 609	2 275	1 586	323	19 621
<i>Dont Agencements, matériels et mobiliers (218)</i>	11 050	1 079	434	696	12 391
Immobilisations financière	337		1		336
<i>Participations (2614)</i>					
<i>Créances rattachées à des participations (2674)</i>	100				100
<i>Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (2710)</i>	236				236
<i>Autres titres immobilisés (2715/2716)</i>					
<i>Prêts (2743/2747/2748)</i>					
<i>Autres (275/276)</i>	1		1		
TOTAL GENERAL	91 288	7 590	3 135	1 443	97 187

(2) Dont charges d'exploitations :
Dont charges exceptionnelles :

7 517 K€
73 K€

Les immobilisations augmentent de +8 287 K€ par rapport à 2015 du fait de :

- ✓ L'augmentation du périmètre (FAM de Chinon) pour 2 064K€ en immobilisation brute et 1 309 K€ en amortissement.
- ✓ L'augmentation des immobilisations en cours pour 2 234K€ relative aux projets immobiliers en cours de réalisation : (+752 K€ pour le chantier de CENAC ; +571 K€ déménagement des activités de Betton pour le nouveau site de Rennes ; 280 K€ construction de la MAS de Camblanes ; 124 K€ pour la Balnéothérapie à Saint André)
- ✓ L'enregistrement du bail civil de Valence, suite à l'intégration de l'autorisation d'activité sanitaire de l'établissement de la Baume d'Hostun pour 996 K€
- ✓ L'immobilisation du projet sanitaire lié au progiciel Corwin pour 902 K€.
- ✓ Les créances article 58 sont intégrées pour 2 248K€ dans la rubrique des immobilisations financières

Sont enregistrés dans les rubriques :

- ✓ (1) Transfert : les opérations de reclassement de compte à compte et l'intégration de l'établissement FAM de Chinon.

ANNEXE 2 : Variation des fonds associatifs

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

En K€	Situation au 31.12.2015	Augmentations	Diminutions	Situation au 31.12.2016
Fonds associatifs et réserves :				
Fonds propres	53 629	7 836	6 905	54 561
Fonds associatifs sans droit de reprise	19 316	6	2	19 320
Ecart de réévaluation	1 239	0	0	1 239
Réserves	53 669	3 784	1 568	55 885
Report à nouveau	-23 368	4 046	1 518	-20 840
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) issu de la gestion propre	2 772		3 816	-1 044
Autres fonds associatifs	24 238	16 788	13 408	27 619
Fonds associatifs avec droit de reprise	2 427		0	2 427
Report à nouveau Sous contrôle de tiers financeurs	-7 761	8 839	6 925	-5 847
Résultat de l'exercice sous contrôle de tiers financeurs (excédent ou déficit)	3 821	2 233	3 821	2 233
Subventions d'investissement	15 036	3 003	2 376	15 663
Provisions réglementées	10 714	2 713	285	13 143
TOTAL GENERAL	77 868	24 625	20 313	82 180

Les fonds propres + 933 K€ :

Les réserves enregistrent une augmentation de 2 216 K€ par rapport à l'exercice 2015. (Cf. détail dans l'annexe 7)

Le report à nouveau présente l'intégralité des résultats antérieurs des structures en gestion propre, avec un déficit cumulé de 20 840 K€. Les diminutions de l'exercice de 2 528 K€ correspondent à l'affectation des résultats de l'exercice 2015.

Les autres fonds associatifs + 3 372 K€

Le report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs est présenté avec un solde de - 5 847 K€, en diminution de 1 914 K€ ; Il est constitué essentiellement par la provision pour congés payés. Sur le plan financier, ce poste représente une dette vis-à-vis des autorités de tarification.

Les subventions d'investissement reçues sont présentées avec une augmentation nette de 627 K€ par rapport à l'exercice 2015 (Cf. annexe 3)

Les provisions réglementées enregistrent une augmentation de 2 429 K€ par rapport à l'exercice 2015 (Cf. annexe 4).

ANNEXE 3 : Subventions d'investissement

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

EN K€	Situation au 31.12.2015	Subventions reçues	Quote part virée au résultat	Transferts de compte	Situation au 31.12.2016
TAXE D'APPRENTISSAGE	7 429	1 486	1 297		7 618
REGION & AUTRES SUBVENTIONS	7 607	1 517	1 079		8 045
TOTAL GENERAL	15 036	3 003	2 376	-	15 663

Sont enregistrées sur ce poste les subventions d'investissements reçues pour l'acquisition d'un actif.

Les subventions de la taxe d'apprentissage s'amortissent via le compte quote-part viré sur le résultat au rythme des amortissements.

Le solde au 31/12/2016 de 15 663 K€ intègre une augmentation de 3 003 K€ de subventions reçues et une diminution de 2 376 de quote-part virée au résultat.

L'augmentation relative aux subventions reçues pour 3 003 K€ concerne les projets suivants :

- ✓ 1 486 K€ de subventions reçues, au titre de la taxe d'apprentissage,
- ✓ 1 517 K€ d'autres subventions reçues, incluant 1 446 K€ relatives au projet « Hôpital Numérique » pour financer l'investissement de l'applicatif Corwin pour les établissements sanitaires.

La diminution de 2 376 K€ virée au compte de résultat concerne les projets suivants :

- ✓ 1 297 K€ de subvention virée au résultat relative à la taxe d'apprentissage,
- ✓ 467 K€ lié au projet « Hôpital Numérique ».

ANNEXE 4 : Provisions réglementées

ANNEXE PROVISIONS REGLEMENTEES										
en K€	Situation au 31.12.2015	Augmentations				Diminutions				Situation au 31.12.2016
		Dotations comptes 68	Affectation de résultats et/ou autres	Nouveaux Ets (1)	TOTAL	Reprises comptes 78	Affectation de résultats et/ou autres	Nouveaux Ets (1)	TOTAL	
Reserve de trésorerie	57				-				-	57
Renouv. Immos	10 374	2 092	540	30	2 662	217	68		285	12 751
Diff. Realis. Actif	266	42			42				-	308
Diff. Valoris. FGM	17			9	9				-	27
TOTAL GENERAL	10 714	2 134	540	39	2 713	217	68	0	285	13 143

(1) - Correspond à la variation du périmètre suite à l'intégration du FAM de Chinon

La provision pour renouvellement d'immobilisations est dotée historiquement par les fonds alloués ou affectés par les autorités de tarification des établissements sous gestion contrôlée.

L'augmentation nette des provisions réglementées par rapport à l'exercice précédent est de 2 378 K€. Elle comprend :

Une augmentation de 2 662 K€, incluant :

- ✓ 3 0 K€ lié à la variation du périmètre suite à l'intégration de l'établissement FAM de Chinon,
- ✓ 2 092 K€ pour financer divers projets, essentiellement, pour le projet immobilier de Cambrai pour 1 840K€ et 113 K€ pour la réhabilitation du site de Cénac,
- ✓ 540 K€ de diverses affectations de résultat.

Une diminution de 285 K€, incluant :

- ✓ 217 K€ de reprise afin de compenser les dotations aux amortissements des projets en cours,
- ✓ 68 K€ de reclassement divers.

ANNEXE 5 : Provisions pour risques et charges

DETAILS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en K€	Situation au 31.12.15	Augmentations				Diminutions				Situation au 31.12.16
		Dotations comptes 68	Affectation de résultats et/ou autres	Nouveaux Ets (1)	TOTAL	Reprises comptes 78	Affectation de résultats et/ou autres	Nouveaux Ets (1)	TOTAL	
Litiges	1 806	1 299	131	9	1 439	1 346	217	-	1 563	1 681
Risques divers	2 626	221	-	26	247	469	118	-	587	2 285
Charges de Personnel	37	-	-	-	-	-	-	-	-	37
Retraites	3 484	1 161	15	166	1 342	656	-	-	656	4 170
Licenciement	86	-	-	-	-	41	15	-	56	30
Grosses réparation	-	95	-	-	95	-	-	-	-	95
TOTAL	8 037	2 776	146	201	3 123	2 511	351	-	2 863	8 299

DETAILS DES ECARTS AVEC LE COMPTE DE RESULTAT

En K€

Dotations aux provisions d'exploitation au compte de résultat (6815)	2 720	Reprise sur provisions d'exploitation au compte de résultat (7815)	2 551
Dotation pour litige salarié et travaux d'accessibilité via le 68752000-DOT PROV.LITIGE EXCEPT.	68	Reprise des provisions pour charges diverses (78152) des nouveaux établissements du val d'Oise en compte partie du compte 467	-138
diminution du 68151100 pour régularisation litige	-12	Reprise pour départ en retraite via le compte 78741000-RAP REGLEMENTEES RESERV DE TRESO (FAM CHINON)	26
		Reprise pour charges diverses (établissements d'Evry) via le compte 78742000-RAP.REGLEM RENOUVELLEMENT D'IMMO	60
		Reprise pour régularisation de litige salarié (IME d'Andilly)	-19
		Transfert du 78152000-RAP POUR CHARGES DIVERSES vers le 78942000-REP RESS- N-UTILISEES S/SUB FONCT (ESAT SOCIAL PONTMAIN)	32
TOTAL	2 776	TOTAL	2 511

La variation des provisions pour risques et charges est constatée avec une augmentation nette de 261 K€ par rapport à l'exercice précédent. Elle comprend :

Une augmentation de 3123 K€ :

- ✓ 2 776 K€ pour les risques présentés ci-dessus, inclut une provision pour litiges prud'homaux de 1 225 K€ concernant les nouveaux établissements du Val d'Oise,
- ✓ 201 K€, suite à la reprise d'un nouveau établissement (FAM Chinon)
- ✓ 146 K€ de reclassement divers,

Une diminution de 2 863 K€ :

- ✓ 2 511 K€ de reprise pour les risques présentés dans le tableau ci-dessus
- ✓ 351 K€ de reclassement divers,

Le montant total des droits à Indemnité de fin de carrière est estimé à 25 295 K€ pour l'ensemble des salariés (cf paramètres indiqués dans les règles et méthodes comptables), dont une partie est comptabilisée par provisions :

- ✓ Montant des droits estimés 25 295 k€
- ✓ Montants comptabilisés 4 170 k€
- ✓ Montant des engagements restants 21 125 k€

ANNEXE 6 : Fonds dédiés

FONDS DEDIES

Libellé	Situation au 31.12.2015	Augmentations en K€				Diminutions en K€			Situation au 31.12.2016
		Dotation compte 68	Integration nouveaux Etbs	Reclassem ents Divers	Total	Reprises compte 78	Reclassem ents Divers	Total	
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT (1)	848	445	132	52	629	257	2	259	1 218
FONDS COLLECTES AUPRES DU PUBLIC	282	34	0	0	34	23	0	23	293
TOTAL GENERAL	1 130	479	132	52	663	279	2	281	1 511

Sont constatés sur ce poste, les ressources affectées par des tiers financeurs ou par des donateurs privés à des projets définis non finalisés, et qui ne sont donc pas entièrement utilisées.

L'augmentation des ressources inscrites au compte de résultat est de 479 K€, contre une diminution de 280 K€.

ANNEXE 7 : Réserves

RESERVES				
		2016		
En K€	Situation au 31.12.2015	Augmentations	Diminutions	Situation au 31.12.2016
Résultats mis en réserve	12 397	144	23	12 518
Réserves affectées à l'investissement	32 084	1 229	-	33 313
Réserves de Trésorerie	8 357	128		8 485
Réserves de Compensation	4 475	910	273	5 112
Autres Réserves	289	40	-	329
Dépenses Rejetées	-3 933	1 333	1 272	-3 872
TOTAL GENERAL	53 669	3 784	1 568	55 885

Les réserves sont en augmentation de + 2 216 K€ par rapport à la situation de 2015.

Le poste résultat mis en réserve est augmenté de 121 K€ par l'affectation des résultats des structures sous gestion propre.

Le poste « réserves affectées à l'investissement » enregistre une augmentation nette de 1 229 K€ par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est expliquée comme suit :

- ✓ 895 K€ d'affectation de résultat,
- ✓ 334 K€ de reclassements divers,

La réserve de trésorerie a pour objectif de financer le besoin en fond de roulement. Ce poste enregistre une augmentation nette de 128 K€ par rapport à l'exercice précédent, provenant essentiellement de la reprise du FAM de Chinon.

La réserve de compensation a pour objectif de financer des déficits éventuels ultérieurs par compensation des excédents antérieurs, laissés provisoirement à la disposition des établissements. Elle enregistre une variation de 637 K€ par rapport à l'exercice précédent, liée aux affectations des résultats.

ANNEXE 8 : Trésorerie disponible

TRESORERIE DISPONIBLE

En K€	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
VMP	16 911	21 069
Disponibilité	91 034	84 173
Concours bancaires	-64 133	-60 564
Disponibilité nette	43 812	44 678

La trésorerie disponible est restée relativement stable malgré une baisse de 866 K€ (-1.9%) par rapport à 2015.

Des travaux immobiliers importants menés en 2016 ont été financés sur fonds propres. Pour certains d'entre eux, des emprunts seront souscrits en 2017.

Les VMP ont diminués de 4 158 K€ au profit des comptes sur livret, mieux rémunérés.

Un emprunt de 382 K€ a été versé pour le financement des équipements du FAM d'Amiens, une vente des biens légués pour 628 k€ a été réalisée en 2016

ANNEXE 9 : Charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

En K€	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
. Achats de marchandises et autres approvisionnements	5	67
. Autres achats et charges externes	1 005	750
. Charges de personnel	11	14
. Dépenses de Formation	6	8
. Impôts, taxes et versements assimilés	3	11
Sous total Activité Sous Tutelle	971	818
Sous total Activité Hors Tutelle	59	32
TOTAL GENERAL	1 030	850

ANNEXE 10 : Produits constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En K€	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
Remboursement frais de personnel détaché	0	0
Produits conventionnelles non taxables	3	5
Remboursement MAIF	16	20
Autres produits constatés d'avance	76	66
Autres Subventions (Agéfiph, Caisse d'Epargne)	124	72
Prestation service (département entreprise)	164	122
TOTAL GENERAL	383	285

ANNEXE 11 : Hypothèques

ETAT des HYPOTHEQUES	
Pour les dossiers depuis 1998	K€
VIRAZEIL	Capital restant dû au 31/12/2016 (emprunt) = 1 384 K€
1. Promesse hypothécaire (1e rang) au profit du CREDIT COOPERATIF de : 610 K€ 2. Engagement à signer une affectation hypothécaire au profit de DEXIA , à sa 1e demande, de : 1 730 K€ <i>(engagement pris sur 50% des montants empruntés)</i>	
THIONVILLE	Capital restant dû au 31/12/2016 (emprunt) = 467 K€
1. prénotation hypothécaire au profit de la commune de THIONVILLE pour le prêt de DEXIA de : 1 054 K€	
TROUY	Capital restant dû au 31/12/2016 (emprunt) = 1 806 K€
1. Hypothèque de 1e rang au profit du CREDIT COOPERATIF de : 3 900 K€ * * L'ADAPT a reçu de la part du crédit coopératif un engagement envers la caisse des dépôts pour 100% de l'emprunt	
CENAC	Capital restant dû au 31/12/2016 (emprunt) = 4 171 K €
1. Hypothèque de 1e rang au profit du CREDIT COOPERATIF de : 2 500 K€ <i>(engagement pris sur 50% du montant emprunté)</i>	

ANNEXE 11bis : Legs

Liste des legs

Mobilier / Immobilier	Adresse	description	Valorisation en K€
I	62 rue Kleber, Levallois Perret	appartement 2-3 pièces de 52m² Vacant / Sucession en indivision avec la famille.	75
I	3 av du Gal Leclerc, Roquebrune	studio + parking	150
I	3 rue St Maurice, Lyon 8	57m² Occupé	100
I	2 rue Antoine Lumiere, 69150 Decines	Appartement de 55m² + garage Occupé	70
I	70 rue Corneille, Lyon 3	Appartement de 63m² + parking Occupé	120
I	70 rue Corneille, Lyon 3	garage Vacant	10
TOTAL GENERAL			525

Cette liste reprend l'ensemble des bâtiments ayant été légués à LADAPT et qui ne sont pas, ou plus, utilisés dans le cadre d'une activité. Les montants indiqués correspondent à une estimation faite par un expert. Ils ne sont pas inscrits au bilan.

ANNEXE 12 : États des échéances des créances et des dettes

L'ensemble des créances et des dettes a une échéance inférieure à un an, à l'exception des éléments suivants :

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES

CREANCES EN K€	Situation au 31.12.2016	ECHEANCES	
		jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
Créances à l'actif immobilisé	2 248	0	2 248
Créances de l'actif circulant :	22 889	21 859	0
Clients et comptes rattachés	658	658	
Avances et acomptes sur commandes	122	122	
Autres créances (à détailler si besoins)			
- Redevables et comptes rattachés	13 678	13 678	
- Personnel et comptes rattachés	200	200	
- Organismes sociaux	653	653	
- Etat et autres collectivités publiques	1 478	1 478	
- Débiteurs divers	5 070	5 070	
Charges constatées d'avance	1 030	1 030	
TOTAL GENERAL	25 137	21 859	2 248

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

DETTES 2014 EN K€	Situation au 31.12.2016	ECHEANCES	
		jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
Dettes financières :	87 096	66 200	20 896
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 963	2 141	20 822
Concours bancaires	64 133	64 059	74
Autres dettes :	31 161	30 778	0
Dettes fournisseurs	8 093	8 093	
Personnel et comptes rattachés	7 206	7 206	
Organismes sociaux et comptes rattachés	11 809	11 809	
Etat et autres collectivités publiques	742	742	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	329	329	
Autres dettes	2 599	2 599	
Produits constatés d'avance	383	383	
TOTAL GENERAL	118 257	96 978	20 896

CREANCES ET DETTES :

L'état des échéances des créances fait ressortir un solde de 25 137 K€, constitué essentiellement des créances relatives à la facturation des activités sanitaires et médico-sociales des établissements de LADAPT.

Les dettes sont essentiellement liées aux cotisations et charges sociales et aux emprunts contractés auprès des établissements bancaires.

ANNEXE 13 : Produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR					
En K€	Sanitaire	Médico social (+Esat Com)	Autres activités	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
Redevables et Clients produits à recevoir	66	730	218	1 014	752
Etat subventions à recevoir	0	0	0	0	5
Autres produits à recevoir	70	1 066	828	1 964	2 610
Personnel produits à recevoir	22	37	7	66	56
Organismes sociaux produits à recevoir	13	147	7	167	197
TOTAL GENERAL	171	1 981	1 060	3 212	3 620

Le poste « Autres produits à recevoir » est constitué principalement des produits de facturation et de remboursement de la prévoyance, ainsi que la facturation pour l'aide au poste des travailleurs handicapés et l'aide au logement.

Le poste « Redevable et Clients produits à recevoir » comprend essentiellement la facturation des produits de tarification des établissements et services médico-sociaux.

ANNEXE 14 : Charges à payer

CHARGES A PAYER AU 31/12/2016

En K€	2016 MEDICO	2016 SANITAIRE	2016 Hors TUTELLE	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
Intérêts courus sur emprunts	68	111	0	179	197
Fournisseurs effets à payer	0	0	0	0	0
Fournisseurs factures non parvenues	642	718	84	1 445	1 104
Personnel rémunérations dues	-5	-4	0	-10	-12
Personnel, Congés à payer	6 457	14	221	6 692	5 670
Personnel, autres charges à payer	158	47	7	212	171
Charges sociales sur congés à payer	3 614	8	99	3 721	3 292
Organismes sociaux, charges à payer	15	6	0	21	11
Charges fiscales sur congés à payer	1	0	0	1	4
Autres charges Etat, Impôts et Taxes à payer	0	0	2	2	3
Autres charges à payer	103	16	257	376	817
Sous total Activité Sous Tutelle (+ESAT Commercial)	11 053	914		11 968	10 004
Sous total Activité Hors Tutelle			671	671	1 252
TOTAL GENERAL	11 053	914	671	12 639	11 256

DECOMPOSITION DES PRESTATIONS DE SERVICES INTEGREES DANS LES PRODUITS D'EXPLOITATION

En K€	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
Prestations de service	175 473	143 934
Actions conventionnées	4 793	4 558
Autres produits	5 915	4 646
Consultations et actes	2 077	1 924
Dotations annuelles de financement	51 407	48 089
Dotations globales	83 058	56 690
Forfait journalier	2 388	2 128
Locations immeubles usagers	399	290
Chambres particulières	2 660	2 469
Prix de journée	22 116	22 474
Remboursement / Participation divers par stagiaires, usagers	660	667
Ventes de marchandises, de produits fabriqués	2 925	3 050
Production stockée	- 37	15
TOTAL GENERAL	178 362	146 999

Les produits d'activité de l'exercice 2016 sont en augmentation de 31,5 M€ par rapport à la situation arrêtée au 31/12/2015.

Les variations les plus significatives sont constatées sur les postes suivants :

Les dotations globales : sont en augmentation de 26,3 M€, liée essentiellement à :

- ✓ La reprise des activités des nouveaux établissements du val d'Oise pour 13.5 M€,
- ✓ Le passage de quelques établissements à la dotation globale sous CPOM qui a généré une augmentation de ce poste de 8.6 M€, en contrepartie d'une baisse équivalente sur d'autres postes (reclassement comptable entre le poste prix de journée et le poste dotation CPOM),
- ✓ Un crédit exceptionnel de 1.5M€ affecté au projet immobilier de l'établissement de Cambrai,
- ✓ L'impact en année pleine de la reprise des activités de l'institut du Mai ainsi que le développement d'autres activités est de 1.7 M€,
- ✓ La montée en charge de l'activité du FAM d'Amiens dont c'est la première année pleine d'exploitation, pour 500K€.

Les dotations annuelles de financement sont en augmentation de 3.3 M€. Cette variation est liée essentiellement à l'augmentation du périmètre des établissements sanitaires suite la reprise de deux autorisations à Valence et à Bayeux.

Le prix de journée et la dotation globale : après la neutralisation des reclassements d'un poste à l'autre, dû au passage de la tarification en prix de journée à la dotation globale de 8.6 M€, l'augmentation nette sur ce poste est de 8,3 M€.

Cette évolution s'explique par les éléments suivants :

- ✓ La reprise des activités des nouveaux établissements du val d'Oise pour 4,8 M€,
- ✓ La reprise des activités de l'institut du Mai pour 2.7M€
- ✓ La montée en charge de l'activité du FAM d'Amiens en année pleine pour 0.91 M€

Les autres produits : sont en augmentation de 0.97 M€ par rapport à 2015, du fait de l'augmentation du périmètre des activités de LADAPT. Les recettes comptabilisées sur cette rubrique sont essentiellement des produits liés à l'aide au logement, à la participation des usagers (Etablissements nouveaux Val d'Oise) et aux produits de facturations pour un établissement sanitaire (Valence).

ANNEXE 16 : Transfert de charges

TRANSFERTS DE CHARGES

En K€	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
· Refacturation	1	13
· Taxe d'apprentissage	84	65
· Charges de personnel		21
· Remboursement assurance	90	139
· Divers	10	1
· Remboursement dépenses de formation	21	11
· Compensation Débit Credit		61
TOTAL GENERAL	206	311

La participation aux frais des centres a été retraitée pour un montant de 47 K€.

Les produits qui relèvent des opérations de transfert de charge sont présentés dans la rubrique « Autres produits » du compte de résultat.

ANNEXE 17 : Produits exceptionnels

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
En K€	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
· Produits de cession d'éléments d'actifs cédés	55	5 523
· Dégrevement impôt	7	0
· Reprise provisions	0	390
· Reprise sur réserve des +/- Values de cessions d'Actif immobilisé	0	54
· Reprise provisions règlementées	276	203
· Subventions d'exploitation, d'équilibre	0	0
· Produits sur opération de gestion	82	19
· Autres Produits Exceptionnels	195	53
Total	615	6 242
PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		
· Régul sur Produits Hôteliers et généraux	84	42
· Produits sur Personnel	30	22
· Reprise sur fonds dédiés compensation des amortissements	0	83
· Reprise sur réserve de trésorerie	26	0
· Reprise sur fonds dédiés subventions de fonctionnement	0	157
· Reprise sur fonds dédiés Association - Projet associatif	0	2
· Divers	4	49
Total	145	355
TOTAL GENERAL	760	6 597

La variation des produits de cessions d'actif entre 2016/2015 est expliquée par le produit exceptionnel réalisé en 2015 concernant la vente du site de Saint Cloud de 5 500 K€.

Les reprises des fonds dédiés sont reclassées dans la rubrique « REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS (XI) » du compte de résultat.

ANNEXE 18 : Charges exceptionnelles

CHARGES EXCEPTIONNELLES		
En K€	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
• Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	36	473
<i>dont valeur comptable des éléments d'actifs cédés - Saint Cloud</i>	0	464
<i>dont valeur comptable des éléments d'actifs cédés - CMPR de Thionville</i>	3	5
<i>dont valeur comptable des éléments d'actifs cédés - MESNIL-ESNARD ESAT COMMERCIAL</i>	24	
• Pénalités et amendes	4	8
• Dons libéralités	0	0
• Subventions versées	23	74
• Autres charges exceptionnelles	16	261
• Opérations de gestion	249	844
• Différence s/ réal. d'éléments d'actifs	42	10
• Dotations aux amortissements except	73	15
• Dotations provisions réglementées pour couverture du besoin en fond de roulement	0	0
• Dotations provisions réglementées renouvellement d'immobilisation	2093	445
• Dotations Provisions Litige Exceptionnel	68	
<i>.dont provision Provisions Litige Exceptionnel -EVRY PREORIENTATION</i>	50	
<i>.dont provision Provisions Litige Exceptionnel -BETTON UEROS</i>	18	
• Dotations exceptionnelle engagement sur investissement	0	15
• Dotations aux fonds dédiés	0	240
Total	2605	2385
<u>CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS</u>		
• A caractère médical en secteur sanitaire	3	4
• A caractère Hôtelier et général en secteur sanitaire	8	6
• Liés aux charges de personnel en secteur sanitaire	3	4
• Divers en secteur sanitaire	32	8
• Divers	9	39
<i>dont pantin association</i>	8	36
Total	56	61
TOTAL GENERAL	2661	2446

Les charges exceptionnelles liées aux engagements à réaliser sur les fonds dédiés sont reclassées sur la rubrique « ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (XII) » du compte de résultat.

ANNEXE 19 : Engagements hors bilan

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN 2016							
Crédit-Bail							
en K€	REDEVANCES PAYEES			REDEVANCES RESTANT A PAYER			
	A l'ouverture 2016	Payées 2016	Cumulées au 31/12/16	< à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
TOTAL	23 820	2 973	26 793	2 831	11 938	40 590	55 359

Locations longue durée							
en K€	REDEVANCES PAYEES			REDEVANCES RESTANT A PAYER			
	A l'ouverture 2016	Payées 2016	Cumulées au 31/12/16	< à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
TOTAL	3 051	1 311	4 362	1 073	2 884	8 017	11 974

TOTAL							
en K€	REDEVANCES PAYEES			REDEVANCES RESTANT A PAYER			
	A l'ouverture 2016	Payées 2016	Cumulées au 31/12/16	< à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
TOTAL	26 871	4 284	31 155	3 904	14 822	48 607	67 333

Sont enregistrés dans cette annexe, les redevances annuelles supérieures à 5K€, et les contrats en cours sur l'année.

Les redevances cumulées sur les crédits-baux de 26 793 K€ sont constituées essentiellement de sept crédits baux supérieurs à 100 K€, pour 26 229 K€.

Les redevances restant à payer enregistrent une augmentation de 6 916 K€ par rapport à 2015 liée principalement au reclassement comptable du crédit-bail du FAM d'Amiens en location longue durée pour 6 059 K€, ainsi qu'une augmentation de 700 K€ pour la location des locaux pour les activités médico-sociales de Rennes.

ANNEXE 20 : Les principales données sociales

- a) La somme des 3 plus fortes rémunérations de LADAPT représente : **394 454 € brut**
- b) **La ventilation par catégorie de l'effectif moyen salarié à temps plein et à temps partiel (hors usagers d'ESAT et Education Nationale)**

L'effectif moyen sur 2016 a été de 3 023 personnes pour 2 711.97 ETP.

Il se répartit à raison de 2 283 femmes et 740 hommes pour 2 027 ETP de femmes et 684.27 ETP d'hommes.

Au 31/12/2016, l'effectif se répartit à raison de :

- En nombre de personnes :
 - ✓ 2.537 CDI (1 975 femmes et 562 hommes)
 - ✓ 500 CDD (329 femmes et 171 hommes)
 - ✓ 7 personnes détachées de l'éducation nationale
 - ✓ 1 041 usagers d'ESAT (408 femmes et 633 hommes)

Soit un total de 4 085 personnes inscrites à l'effectif de LADAPT au 31/12/2016

- En ETP :
 - ✓ 2 264.01 CDI (1 745.23 femmes et 518.78 hommes)
 - ✓ 437.61 CDD (281.61 femmes et 156 hommes)
 - ✓ 1.17 personnes détachées de l'éducation nationale
 - ✓ 827.52 usagers d'ESAT (322.21 femmes et 505.31 hommes)

Soit un total de 3 530.31 ETP inscrits à l'effectif de LADAPT au 31/12/2016

Au 31/12/2016, la répartition des CDI en nombre de personnes, entre les temps pleins et temps partiels est la suivante :

- ✓ 1 774 Temps plein (dont 1 309 femmes et 465 hommes)
- ✓ 763 Temps partiels (dont 666 femmes et 97 hommes)

Soit un total de 2.537 personnes inscrites à l'effectif de LADAPT au 31/12/2016

ANNEXE 21 : Contributions volontaires en nature

Evaluation des contributions volontaires en nature (hors bilan)

	Situation au 31.12.2016	Situation au 31.12.2015
Evaluation financière de la mise à disposition d'espaces gracieux dans les médias		
Presse écrite	132 K€	174 K€
Télévision	355 K€	315 K€
Radio	103 K€	126 K€
Sites web	35 K€	-
TOTAL GENERAL	625 K€	615 K€

L'évaluation financière 2016 se répartit ainsi par événement :

- ✓ **SEEPH :** 409 K€
- ✓ **Campagne KILLLABETISE :** 216 K€

ANNEXE 22 : Résultat 2016

a) Résultat comptable après variation CP

	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat secteur sanitaire	2 058	2 406
Résultat secteur médico-social (dont secteur commercial ESAT)	175	1 415
Résultat autres actions sous gestion propre	-1 044	2 772
Résultat	1 189	6 593

b) Résultat économique

Les résultats des établissements sous gestion contrôlée doivent être corrigés par la réintégration des résultats antérieurs afin d'obtenir le résultat économiques dit « administratif »

RESULTAT COMPTABLE (1)	1 189 K€
REPRISE RESULTAT 2014 (2)	292 K€
RESULTAT ECONOMIQUE (1) + (2)	1 481 K€

Autres informations

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat s'élèvent pour l'exercice 2016 à :

- ✓ 92 286 € TTC au titre du contrôle légal des comptes
- ✓ 0 € au titre des Services Autres que la Certification des Comptes (SACC).

ANNEXE 23 : Compte d'emploi des ressources

EMPLOIS

RESSOURCES

EMPLOIS	Emplois de N = Compte de résultat	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public, utilisées sur N
	1	3
1- MISSIONS SOCIALES	188 661 370	680 781
1.1. Réalisées en France		
• Actions réalisées directement	188 661 370	680 781
• Versements à d'autres organismes agissant en France		
1.2. Réalisées à l'étranger		
• Actions réalisées directement		
• Versements à un organisme central ou d'autres organismes		
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	181 055	181 055
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	181 055	181 055
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés		
2.3. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics		
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	4 387 265	16 208
I- TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	193 229 690	
II- DOTATIONS AUX PROVISIONS	4 997 207	
III- ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	478 732	
IV- EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	1 188 669	
V - TOTAL GENERAL	199 894 297	
V- Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		0
VI- Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		0
VII- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		878 045

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Missions sociales	
Frais de recherche de fonds	625 000
Frais de fonctionnement et autres charges	
Total	625 000

RESSOURCES	Ressources collectées sur N = Compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N
REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE	2	4
1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	866 757	866 757
1.1. Dons et legs collectés		
• Dons manuels non affectés	162 943	162 943
• Dons manuels affectés	75 644	75 644
• Legs et autres libéralités non affectés	628 170	628 170
• Legs et autres libéralités affectés	0	0
1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	0	
2- AUTRES FONDS PRIVES	5 616 171	
3- SUBVENTIONS & AUTRES CONCOURS PUBLICS	180 925 003	
4- AUTRES PRODUITS	9 073 302	
I- TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	196 481 233	
II- REPRISES DES PROVISIONS	3 133 918	
III- REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS	279 146	
IV- VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRÈS DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)		11 287
V- INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
VI - TOTAL GENERAL	199 894 297	878 045
VI- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		878 045
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE		0

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Bénévolat	
Prestations en nature	625 000
Dons en nature	
Total	625 000

Note sur le compte d'emploi des ressources – contenu des rubriques

EMPLOIS.

Les missions sociales correspondent aux actions relatives à l'objet social de l'association. Il s'agit principalement

- Des charges relatives aux activités réalisées par les établissements et services de LADAPT financées par les organismes de tutelle (ARS, Conseils départementaux), ainsi que les actions dites conventionnelles.
- Des dépenses engagées pour réaliser des opérations en vue de l'insertion des personnes en situation de handicapées (SEEPH, job dating..).
- Des dépenses engagées par les réseaux des réussites.
- Des dépenses de sensibilisation

Les Frais de recherche de fonds sont composés de :

- Masse salariale des salariés du siège social de Pantin dédiés à la recherche de fonds
- Des dépenses dédiées à la recherche de fonds, directement et indirectement

Les Frais de fonctionnement correspondent aux dépenses suivantes :

- Les dépenses telles que définies dans l'agrément de frais de siège (correspondant au dispositif législatif prévu au chapitre VI de l'article L.314-7 du CASF), correspondant aux services liés à la gestion, accompagnement et conseil aux établissements.
- La masse salariale de Pantin non dédiée à des actions de missions sociales ou à la collecte de fonds, et non incluse dans les frais de siège.
- Les charges externes de communication institutionnelle.

RESSOURCES

Dons manuels non affectés : correspondent aux dons non affectés, y compris le produit des adhésions.

Dons manuels affectés : correspondent à des dons relatifs à des projets identifiés

Legs et autres libéralités : correspondent au produit de vente de biens légués.

Autres fonds privés, correspondent aux catégories suivantes :

- Produits des actions conventionnelles, en région
- Produits des actions menées par le secteur Entreprise : partenariats SEEPH, Formations, prestations diverses

Subventions et autres concours publics :

Ce poste représente la grande majorité des produits de LADAPT, notamment :

- Dotations annuelles de financement des activités sanitaires et médico-sociales, financées par les autorités de tarification
- Dotations complémentaires de revenu financées par ces mêmes autorités de tarification.
- Produits IJSS

Autres produits.

Correspond à des prestations de service et d'hôtellerie facturées pour l'essentiel aux mutuelles, ou pris en charge par les usagers.